

## Nouvelles locales du lundi 27 avril 2015

@rib News, 27/04/2015 | Politique | L'actualité de ce lundi a été dominée par les manifestations qui se déroulent depuis ce dimanche pour contre le 3<sup>e</sup> mandat de l'actuel président de la République Pierre Nkurunziza à la présidentielle de juin prochain. Les manifestants se sont rassemblés selon les quartiers de leur provenance. - Ceux des alentours de Musaga n'avaient pas manqué au rendez-vous surtout ceux de Kamesa et les collines surplombant le quartier Musaga qui se sont rencontrés au parking des véhicules prenant la RN7 vers Jenda. Ils ont ainsi formé un groupe compact de manifestants surtout jeunes qui faisaient une file allant jusqu'à la 12<sup>e</sup> avenue de ce 4<sup>e</sup> quartier vers Kinanira. Des pneus et autres matériaux ont été brûlés par les manifestants qui voulaient se rendre au centre-ville mais qui ont été bloqués par la police qui usait de gaz lacrymogènes.

- Dans la commune urbaine de Cibitoke, s'étaient rencontrés ceux de Kinama, Cibitoke, Mutakura et Buterere. Ces derniers ont emprunté la route Mutakura et ont voulu eux aussi se rendre au centre-ville n'attendant l'intervention de la police qui les en a empêchés. Eux aussi ont brûlé des pneus et autres matériaux dans la rue. - Dans la commune urbaine de Ngagara, les choses étaient plus compliquées. En effet, presque tous les quartiers avaient leur propre organisation de manifestation ce qui par ailleurs a compliqué la tâche de la police qui voulait se rendre partout en un seul instant ; ce qui n'était pas possible. De la sorte, la police a dû attendre les manifestants sur les axes menant au centre-ville. - D'autres manifestations ont été signalées dans les communes de Nyakabiga, Jabe, Buye, Bwiza, Kinindo et surtout Kanyosha. Dans toutes ces communes, l'essentiel était que les manifestants bloquaient les routes par tout moyen au moment où la police essayait de les en dissuader. - Un élément nouveau ce lundi s'est observé. En outre, les militaires qui avaient été déployés dans certains quartiers ont empêché la police à larguer des lacrymogènes au sein des manifestants. Ainsi, ils escortaient ces derniers qui chantaient que les militaires sont « Ingabo ». Cette situation est observée surtout dans les quartiers de Nyakabiga et Musaga. La population considère les militaires comme sauveurs alors qu'elle considérerait la police comme semeur de désordre. - Ajoutons à toutes fins utiles que lors de cette journée de lundi, il n'y a pas eu de morts déclarés ni de blessés jusqu'à présent. Toutefois, déplore pourtant le fait que des Imbonerakure seraient en train d'être postés pour commettre des exactions contre les manifestants. - Alors que certains commencent à coller une connotation ethnique aux manifestations, le président du FNL indépendant affirme que ces prétentions sont fausses. Rwasa Agathon dont les membres ont décidé de rejoindre le mouvement ce lundi ajoute que le combat est mené par tous les burundais qui veulent le respect de la constitution et des accords d'Arusha. Il demande plutôt aux forces de l'ordre de respecter le droit d'expression de la population. - Le mouvement est lancé et qu'à cet effet, il ne peut être arrêté par des saboteurs. Selon lui, il n'y a qu'une seule volonté et que le choix entre à violer ce qui est dit dans les accords d'Arusha et la constitution ou pas. - C'est le même avis du président du parti Uprona non reconnu par le ministre de l'intérieur. Le député Charles Nditije estime que le pouvoir en place cherche un moyen de se sauver ; ce qui ne peut pas être possible. Il estime que ce mouvement qui est en marche pour la sauvegarde de la démocratie ne peut pas s'arrêter que par une proclamation par le président de la République de sa renonciation à sa candidature à l'élection présidentielle de juin prochain. - Le président du parti Sahwanya Fodebu Nyakuri estime que le pouvoir veut se couvrir par tous les moyens. Le docteur Jean Minani voit que le parti CNDD-FDD qui organise des distributions d'armes, des coups de force contre les accords d'Arusha et contre la Constitution ne peut en aucun cas vaincre. Il demande aux manifestants de continuer la lutte et de se soustraire à l'impératif du pouvoir qui veut inhiber l'action entreprise. - Dans la foulée, la branche de la RPA de la province de Ngozi a fermé cet avant-midi sur ordre du procureur de la République dans cette province. Il était vers 10h quand les policiers qui accompagnaient le gouverneur de cette province ont annoncé cette nouvelle aux journalistes de la RPA Ngozi qui se sont exécutés sur le champ. Le lendemain a été accusé de diffuser en direct les émissions direct de la RPA Bujumbura concernant les manifestations dans la ville de Bujumbura. - Au même moment, les radios RPA, Bonesha FM, Isanganiro, Radio Télévision Renaissance et CCIB FM+ avaient décidé de travailler en synergie pour diffuser en direct ce qui se passait dans les rues de Bujumbura. L'émission qu'ils avaient préparée a été interrompue par des policiers qui ont envahi la maison de la presse. A ce même moment, la police a arrêté le président de l'APRODH qui était présent au sein de ce centre. Pierre Claver Mbonimpa a été conduit dans une destination jugée inconnue. Ajoutons également que selon certaines sources, le président du FOCODE et le député guégonéral du FO sont attendus par des mandats d'arrêt signés. Ajoutons aussi que François Bizimana qui avait été arrêté de ce dimanche a été libéré vers 22h après plus de 3h passées en interrogatoire. - Dans l'après-midi de ce lundi, le radio RPA a fermé son tour sur ordre du commissaire de la police en mairie de Bujumbura. Il était vers 15h quand il est arrivé à la RPA accompagné par des policiers et ont ordonné la fermeture de cette station. Ainsi, jusqu'à présent elle n'a pu émettre pas du tout. Ajoutons que les émetteurs de la RSF Bonesha FM, Isanganiro et RPA et de la RPA ne sont pas fonctionnels à l'intérieur du pays depuis ce dimanche. - L'ancien président de la République Sylvestre Ntibantunganya trouve que la jeunesse burundaise ne devrait pas être manipulée. Selon lui, les manifestants qui refusent que la constitution et les accords d'Arusha soient violés sont légitimes et doivent être soutenus. Il estime qu'il s'agit pour l'honneur du pays et pour l'avenir de la jeunesse. Il trouve que tout le monde est témoin de ce qui se passe et comprend ce qui se passe. Il demande à la police d'être consciente de ce qu'elle fait et de ne pas engager une répression contre son propre peuple. - Les puissances étrangères commencent à agir face à cette situation. L'Afrique estime que le gouvernement du Burundi s'engage sur un terrain risqué qui est de ne pas respecter la volonté de la majorité. De part, le Royaume Uni regrette que le parti au pouvoir n'ait pas pris en considération l'intérêt de la population burundaise en mettant en avant la candidature de Pierre Nkurunziza à l'élection présidentielle de juin prochain. Les Etats Unis quant à eux appellent au calme et au dialogue tout en soulignant que la violence ne peut en aucun cas consolider la transition qui était en train de se construire dans ces derniers jours au Burundi. A